Anastassiadou Méropi (éd.),
Identités confessionnelles et espace urbain en terres d'islam

Aix-en Provence, (*Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 107-110), 2005. 544 p.

« Vivre ensemble en pays d'islam » : « Vaste sujet, les contacts et échanges, en pays d'islam, entre populations d'appartenances religieuses différentes ont déjà fait couler beaucoup d'encre », écrit Méropi Anastassiadou en prologue à son introduction (p. 9). En effet, et il est dommage qu'elle se contente de cette formule, sans consacrer une partie de son commentaire à rappeler et à discuter l'historiographie récente, sa bibliographie introductive étant extrêmement sommaire.

Cela dit, l'ouvrage réussit assez bien ce que M. A. annonce dans la suite de son introduction : « rendre compte de la diversité des situations et, paradoxalement, de la récurrence de certains traits, à travers des temps et des espaces » marqués par l'islam, « tout en accueillant la diversité religieuse ». Du point de vue géographique, cinq articles sont consacrés à la capitale, Constantinople / Istanbul, depuis la conquête ottomane (Stéphane Yerasimos) jusqu'à la Turquie actuelle, aux portes de la communauté européenne (Jean-François Pérouse), en passant par les catholiques à Galata au XVIIe siècle (Elisabetta Borromeo) et par les Grecs et les Arméniens dans la ville au temps des *Tanzîmât* (Meropi Anastassiadou et Taline Ter Minassian). Cinq articles traitent du domaine arabe : un évoque les « marchands latins dans les ports musulmans méditerranéens » du XIIe au XVe siècle (Dominique Valérian), deux sont consacrés à Damas au XVIIe (Brigitte Marino) et au XIXe siècle (Jérôme Bocquet), un à Beyrouth au XIXe (May Davie), un aux coptes du Caire aujourd'hui (Anne-Sophie Vivier). Un article traite des juifs de Smyrne du XVIIe siècle à nos jours (Henri Nahum) et un autre des « Européens indigènes » à Chypre au XIXe siècle (Marc Aymes). Trois articles concernent les Balkans : Salonique au XVIIIe siècle (Eyal Ginio), Bitola-Manastir en Macédoine en 1830 (Bernard Lory) et trois villes de la Grèce actuelle entre 1839 et 1912 (Alexandra Yerolympos). Une contribution traite des Arméniens dans l'Ispahan safavide (1605-1722) (Ina Baghdiantz-Mac Cabe). Deux enfin nous entraînent en Asie centrale : les juifs de Boukhara (1897–1918) (Elyor Karimov et Catherine Poujol) et les minorités chrétiennes en Asie centrale depuis la fin de l'Empire soviétique (Sébastien Peyrouse). Le plus original, sans doute, dans ce paysage des minorités en islam, est l'évocation des Hindous de Karachi d'avant la partition de 1947 à nos jours (Michel Boivin).

Du point de vue chronologique, la plupart des articles (8 sur 19) sont consacrés au XIXe siècle, période d'expansion des villes et de la démographie minoritaire dont nous sommes encore largement tributaires pour notre vision des relations entre juifs, chrétiens et musulmans. Mais cet ouvrage a le mérite de rassembler des contributions sur le temps long, de la fin du Moyen Âge à nos jours. Dans le cas de Constantinople en particulier, les cinq articles qui lui sont consacrés forment un ensemble assez cohérent, permettant de penser la place des chrétiens dans la ville sur plusieurs siècles et de placer en perspective les débats actuels chez les habitants et les dirigeants d'Istanbul sur le rapport à l'histoire et sur la patrimonialisation (J.-F. Pérouse).

Il est certain que le statut légal des *ḏimmī*-s fixé – non pas comme Meropi Anastassiadou le dit à tort dans son introduction (p. 17 et 18) au moment de la conquête arabe (VIIe siècle) – mais par la convention dite de ʿUmar bien plus tardive (XIe siècle sans doute), pèse sur les conditions de vie des minoritaires, dont le confort se mesure essentiellement par l'écart entre la réalité et la norme juridique. Cette situation peut déboucher, par exemple, sur une certaine inventivité architecturale, pour construire vite une église ou pour gagner de la hauteur de voûte à l'intérieur malgré les restrictions imposées par la *charia* (Bernard Lory). Le *hatt-i humayun* du 18 février 1856 abolit le système discriminatoire traditionnel en accordant expressément la liberté de culte aux sujets non musulmans de l'Empire ottoman, mais assortit la liberté de construire des édifices communautaires à des restrictions, en vue d'éviter toute gêne à une population musulmane voisine. En fait, si la politique des « réformes » favorise les édifices voyants des minoritaires, elle tend aussi à l'homogénéisation communautaire et aboutit, après la révolution Jeune Turque, à assimiler les non musulmans aux étrangers (Anastassiadou, p. 192–193). Comme plus tard dans la République turque ou au Pakistan, l'écart entre norme et réalité s'est inversé, la loi garantissant dorénavant des droits aux minoritaires. Mais ceux-ci se voient réduits ou bafoués dans la Damas et dans l'Istanbul de la fin du XIXe siècle, puis dans celle d'aujourd'hui (Pérouse) ou dans la Karachi actuelle (Boivin). L'avènement de la démocratie majoritaire peut en particulier faire obstacle au déploiement immobilier chrétien ou hindou, voire à la conservation de son parc foncier. Le respect ou le non-respect des règles à l'égard des minoritaires fait aussi constamment partie du jeu de la négociation entre puissances « chrétiennes » (dont la Communauté européenne a pris le relais) et État « musulman », surtout depuis le traité de Kütchük-Kaynardja (1774). Dans ce jeu, les minoritaires (surtout chrétiens) apparaissent souvent comme des agents de l'étranger. Il est vrai que les missionnaires latins ont contribué à cette vision des choses par leur action au beau temps de la domination européenne (Bocquet).

L'ouvrage, comme son titre l'indique, s'intéresse moins aux aspects strictement religieux ou personnels de l'identité minoritaire (culte, croyances, mariages, funérailles, instruction, recours à la justice du cadi, paiement de la capitation...) qu'au rapport entre celle-ci et l'espace urbain, et c'est là une de ses réussites. Il existait des quartiers appelés « quartier chrétien » (*maḥalla al-nasārā* à Damas) ou « juif » (*yahūdiyya* à Ispahan), mais ce nom ne désignait

BCAI 22 (2007) Anastassiadou Méropi (éd.) : Identités confessionnelles et espace urbain en terres d'islam, recensé par Bernard Heyberger
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

pas un quartier confessionnellement homogène et les minoritaires n'y étaient pas tous regroupés. À Damas comme à Salonique, des anecdotes tirées des registres du cadi sont là pour témoigner d'un voisinage confessionnel pas toujours vécu de manière sereine. Les émeutes anti-chrétiennes du XIXe siècle (Alep 1850, Damas 1860), ainsi que la politique centralisatrice et homogénéisante des diverses Églises entraînèrent une tendance à une discrimination croissante dans l'habitat. Il existait néanmoins toujours des espaces de mixité, notamment autour des activités économiques. Là où celles-ci étaient structurées par corporations, chrétiens et juifs se distinguaient cependant par des spécialisations professionnelles. Les nouveaux quartiers avec des constructions à l'européenne, qui s'élèvent à partir de la fin du XIXe siècle, accordent généralement moins de place à la ségrégation confessionnelle qu'à la ségrégation sociale. Il s'agit là de constats bien connus, encore que des travaux précis restent à entreprendre, comme le souligne l'article programmatique de Taline Ter Minassian sur les Arméniens à Istanbul au XIXe siècle.

L'observation renouvelle davantage le sujet lorsqu'elle tient compte de la dynamique. Ainsi, Brigitte Marino, partant des registres des tribunaux de la *charia*, confirme à nouveau une promiscuité réduite dans l'habitat entre chrétiens et musulmans, mais met en lumière la différence de comportement entre les premiers et les seconds sur le marché immobilier à l'intérieur du *maḥalla al-nasārā* de Damas. En effet, alors que l'acquisition d'un bien immobilier dans le quartier paraît répondre davantage à une logique spéculative de la part des musulmans, elle révèle une volonté de se stabiliser et de se regrouper entre coreligionnaires chez les chrétiens. Les villes qui connaissent une explosion démographique au XIXe siècle, comme Beyrouth ou Karachi, présentent des traits spécifiques dans leur structuration sociale et confessionnelle, les immigrés y faisant partie des minoritaires.

Plusieurs articles insistent avec raison sur le manque d'homogénéité sociale, voire ethnique, de groupes censés appartenir à la même confession religieuse. De l'histoire d'Ispahan du XVIIe siècle, on ne retient généralement que les riches marchands arméniens de la soie, regroupés dans la luxueuse banlieue de la Nouvelle Julfa avec un statut original de quasi-autonomie, ignorant les ghulams caucasiens au service du shah, et les groupes d'artisans arméniens vivant dans le centre ville. À Damas, le contraste est grand entre la valeur des biens immobiliers chrétiens dans le *maḥalla al-nasārā* et celle de la banlieue du Midān, où vivent les immigrés chrétiens et musulmans du Hawrān. Des conflits fiscaux les opposent d'ailleurs devant le juge musulman. Dans la Constantinople conquise par Mehmed II, juifs et chrétiens de diverses origines forment des groupes dont l'identité ethnique reste visible longtemps, alors que dans la Karachi contemporaine, les distinctions de castes continuent à diviser les hindous.

Dans le Beyoglu (Istanbul) du XIXe siècle, dans le Manastir de 1830, à Karditsa, à Volos, à Kavala, à Salonique (A. Yerolympos), de fortes vagues d'immigrés roumains ou grecs apparaissent comme cherchant à se constituer en communauté homogène et reconnue à travers un projet immobilier. La collecte des fonds et l'encadrement des autorités ecclésiastiques, puis l'appropriation d'un espace communautaire visible et identifié, font partie des stratégies d'intégration des nouveaux arrivés, dans un hellénisme en expansion plutôt que dans une citoyenneté ottomane. Notons cependant que les autorités turques peuvent soutenir ces initiatives même avec une contribution financière (dans le cas de Manastir) en vue de s'attacher la loyauté des minoritaires et faire pièce à des musulmans dissidents. Il est vrai que l'association au montage financier du projet, voire la corruption contribuent aussi à la bonne volonté de ces autorités.

L'ouvrage insiste avec raison sur le caractère structurant et catalyseur d'identité des lieux de culte, des cimetières et des débits de boissons alcoolisées. L'occupation de l'espace sonore par les cloches, qui fut tolérée à partir du XVIIIe siècle, mais donna lieu, jusqu'à des époques récentes, à des conflits, mériterait de figurer aux côtés de ces marquages territoriaux. Même lorsque l'habitat est relativement mixte et dispersé, des bâtiments communautaires, regroupés à proximité l'un de l'autre, forment le cœur et la référence d'un groupe confessionnel et donnent à voir son identité. Des processions, surtout en milieu latin, peuvent venir temporairement souligner l'appropriation de ces lieux et de ses environs (Borromeo, Bocquet). Les lieux de culte, comme l'affirme M. Anastassiadou dans son introduction, reflètent les rapports de force entre musulmans et non-musulmans. Plusieurs contributions du volume donnent des détails sur les conditions de construction et de restauration des églises. Si le XIXe siècle fut une période faste à cet égard, la liberté et la sécurité ne fut jamais totale. Aujourd'hui, alors qu'Istanbul est quasiment vidée de ses Grecs et de ses Arméniens, la restauration et l'entretien des églises continuent à marquer la présence dans l'identité urbaine de ces communautés, dont la perte éveille même des bouffées de nostalgie ou une « conscience patrimoniale transversale » (Pérouse, p. 284) pouvant opportunément favoriser l'industrie touristique.

La question du statut de la propriété foncière est abordée ici avec courage, car il s'agit d'un dossier épineux, très mal connu, et qui a encore des conséquences de nos jours. Au temps de la conquête, Mehmed II a tergiversé sur la question d'accorder ou non la pleine propriété du sol et des bâtiments aux immigrés non musulmans dans la capitale ou ses environs. En principe, une église ou une communauté religieuse ne pouvait posséder de biens, mais on constate l'existence de *waqf*-s des églises à Damas au XVIIe siècle. À Constantinople, les biens des églises latines sont acquis et conservés par le biais de prête-noms (Borromeo). En fait, le *waqf*, fondation pieuse, conserve un statut

BCAI 22 (2007) Anastassiadou Méropi (éd.) : Identités confessionnelles et espace urbain en terres d'islam, recensé par Bernard Heyberger
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

ambigu, entre bien de statut privé et bien de la collectivité, les descendants du fondateur exerçant une sorte de droit de patronage, sinon d'usufruit, sur la fondation.

À Constantinople, la protection des représentants diplomatiques européens et la mainmise centralisatrice de la Curie romaine aboutissait à faire des Latins de la ville, autrefois constitués en *Magnifica Comunità di Pera*, des ressortissants étrangers. Mais l'ambiguïté du statut de ces *Levantins* et de leurs titres de propriété allait perdurer jusqu'à l'époque des réformes, comme le rappelle l'article sur Chypre (M. Aymes). L'application du *hatt-i humayun* de 1856, reconnaissant aux étrangers le droit de posséder des biens dans l'Empire, se traduisait aussi par une régularisation qui pouvait mettre en danger certaines possessions *de facto*. Dans la Turquie républicaine, plusieurs mesures législatives ou réglementaires ont insécurisé les biens des communautés non musulmanes, tandis que des émeutes provoquant des destructions et des départs forcés ont été suivies de spoliations plus ou moins abusives et l'abandon de nombreux immeubles. La récente mise en conformité de l'appareil législatif turc avec le droit européen soulève à nouveau la question du statut des biens fonciers et immobiliers acquis par des fondations de minoritaires. L'entrée en vigueur des nouvelles dispositions se heurte à des obstacles administratifs et judiciaires qui révèlent l'importance des résistances, plus imputables à l'inspiration nationaliste qu'à l'islam politique, dans la société turque d'aujourd'hui.

Bernard Heyberger
Université de Tours

BCAI 22 (2007) Anastassiadou Méropi (éd.) : Identités confessionnelles et espace urbain en terres d'islam, recensé par Bernard Heyberger
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net